

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/l-y-a-eu-mille-massacres-et-2500-disparitions-Confessions-paramilitaires-dans-le-cadre-de-la-Loi-de-Justice-et-de-Paix>

# **I y a eu mille massacres et 2500 disparitions. Confessions paramilitaires dans le cadre de la "Loi de Justice et de Paix".**

- Les Cousins - Colombie -  
Date de mise en ligne : mercredi 17 février 2010

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**La somme des confessions des 4000 paramilitaires démobilisés donne 30.000 homicides, 1000 massacres et 2500 disparitions, 1033 séquestrations, 1437 cas de recrutement illicite, 2326 déplacements forcés et 1642 extorsions.**

Les chiffres scandaleux des crimes commis par les paramilitaires ont été révélés hier dans un rapport du Ministère public colombien. On parle de 30.000 homicides, de 1000 massacres et de 2500 disparitions. C'est la somme des confessions de quatre paramilitaires démobilisés, dans le cadre de la « Loi de Justice et de Paix », qui racontent leurs crimes aux procureurs pour obtenir les bénéfices de cette loi qu'Uribe a promue : un maximum de huit ans de prison sans aucune possibilité d'être extradé, même si les crimes commis sont des Crimes contre l'Humanité.

Bien que les statistiques soient affreuses, il n'y a pas eu de réactions de la part du gouvernement ni une quelconque répercussion sur l'agenda politique national. Cependant, parmi les défenseurs des Droits de l'Homme, les ONG et les intellectuels, en effet la préoccupation est grande. Puisqu'en plus des chiffres déjà connus, on pense que les crimes sont bien plus nombreux. Etant donné que certains démobilisés n'ont pas encore avoué tous leurs crimes. Les blocs paramilitaires et les militants sont si nombreux que c'est très compliqué de corroborer toute l'information obtenue. De plus, ces bénéficiaires de la « Loi de Justice et de Paix » racontent seulement des crimes antérieurs à l'année 2005.

Il y a un mois, dans le quotidien *El Tiempo* de Bogotá [de la famille de l'ex Ministre Juan Manuel Santos Calderon], il était dit que le Ministère public a reçu 300 000 plaintes pour l'assassinat d' au moins 150 000 personnes. Les plaintes sont venues de 400 villes et de bidonvilles colombiens et toutes signalent comme responsables les paramilitaires. De plus, dans plusieurs des cas, comme l'a signalé récemment le rapport de *Human Right Watch*, des démobilisés se sont réarmés, alors que l'apparition de nouveaux groupes paramilitaires illégaux n'a pas pris fin avec la réinsertion à la vie civile. Aujourd'hui ils se sont renforcés, assurent les recherches de HRW.

Dans le rapport on parle aussi de 1033 séquestrations, de 1437 cas de recrutement illicite, de 2326 déplacements forcés et de 1642 extorsions, en plus des 30.470 homicides. Dans le document préparé par l'Unité de Justice et de Paix du Ministère public, créée il y a quatre ans, pour faire avancer le processus de démobilisation qui a commencé à Medellin, on dit que les victimes d'homicide sont des femmes, des hommes et des enfants ; et les massacres ont été réalisés contre des paysans et des leaders de villages situés dans tout le pays. Parmi les victimes il y a aussi des militaires, syndicalistes, des fonctionnaires d'organismes publics et des dirigeants politiques. Luis González León, directeur de cette Unité, a récemment parlé de la nécessité de juger plus rapidement et sévèrement ces criminels à travers des poursuites partielles.

Grâce aux confessions qui aboutissent à ces chiffres terrifiants, de multiples investigations ont été ouvertes pour complicité avec les actions « para » de 240 militaires et de policiers colombiens, 311 dirigeants politiques et 106 fonctionnaires d'institutions publiques. L'armée paramilitaire a surgi dans les années 80, comme le bras armé des propriétaires terriens et des entrepreneurs qui cherchaient de se défendre des groupes de guérilleros, spécialement des enlèvements. De là son nom d'Auto-défenses [AUC]. Celles-ci trouvent aussi leur origine dans la guerre entre différents cartels de la mafia pendant les années du règne de Pablo Escobar et du clan des Ochoa. Quelques enquêteurs signalent comme autre genèse du paramilitarisme, la création des groupes « Convivir », qui sont des civils armés pour défendre les rues de Medellin de la délinquance dans les années '90, par le gouverneur d'Antioqui de l'époque, Alvaro Uribe Vélez [L'actuel Président de la Colombie].

Dès 2003, environ 32 000 paramilitaires ont rejoint le processus de négociations avec le gouvernement Uribe.

Certains, comme les commandants extradés aux États-Unis en 2008, sont expulsés du programme, en perdant les bénéfices. Ceux qui ne vont pas en prison reçoivent des pensions mensuelles de près de 300 dollars, étudient et sont formés pour trouver un emploi. Les autres énoncent des délits à tout va, espérant en recevoir des bénéfices, cependant après ils n'acceptent pas de participer et ne répondent pas aux victimes.

**Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi**

[Página 12](#) . Depuis Medellin, le 17 février 2010.